

GHASSAN AYOUB, CONSEILLER CONSULAIRE POUR LA CIRCONSCRIPTION DU LIBAN ET DE LA SYRIE



Ghassan Ayoub est né à Beyrouth en 1954 d'un père vétérinaire dans l'Armée française du Levant et d'une mère libanaise.

Il grandit dans la capitale libanaise et fait sa scolarité au Grand Lycée Franco-Libanais de Beyrouth. Après l'obtention de son baccalauréat, il entame des études de biologie à l'université au Liban puis décide de poursuivre son cursus en France.

Son diplôme en poche, Ghassan Ayoub retourne au Liban et devient professeur de biologie au Grand Lycée Franco-Libanais de Beyrouth. Il enseigne également en parallèle dans d'autres lycées, notamment chez les Jésuites au collège Notre-Dame de Jamhour.

En 1992, il arrête l'enseignement après 17 ans de carrière et change d'orientation professionnelle en créant sa propre agence de communication qu'il dirige encore aujourd'hui. Il a toutefois conservé un lien fort avec le Grand Lycée puisqu'il en est le chargé de communication. En plus de ses activités professionnelles, il est très impliqué dans plusieurs associations. Il est membre fondateur du Rotary Club de Metn en 1985 et membre de l'ONG Mer du Liban qui œuvre pour la préservation de la côte littorale et de la Méditerranée. Il est également un fervent défenseur de la francophonie et s'implique dans la promotion du français à travers plusieurs projets.

Au niveau personnel, Ghassan Ayoub s'est marié en 1987 avec Nayla Tarabay, juriste de formation issue d'une famille impliquée dans la politique libanaise. Ils ont eu deux fils, Jad et Marc, qui font actuellement leurs études supérieures à Paris.

Pourquoi vous êtes-vous engagé dans les élections consulaires?

J'ai été élevé dans une famille très politisée, mes parents étaient des militants de droite, j'ai donc été baigné dans cette atmosphère dès mon plus jeune âge. Grâce à cet héritage familial, je me suis naturellement impliqué en politique et je suis devenu à mon tour militant, j'ai été sympathisant du RPR et j'ai activement participé à plusieurs campagnes dont celle de Jacques Chirac que j'appréciais particulièrement.

Pendant les années 2000, je me suis un peu éloigné de la politique quelques années pour me consacrer à mes activités professionnelles. En 2007 j'ai adhéré à l'UMP. Grâce au dynamisme de la déléguée UMP Liban Mme Fabienne Blineau-Abiramia, je me suis investi à fond. La section Les Républicains Liban compte le plus grand nombre d'adhérents au monde. Puis après la réforme de juillet 2013 qui a créé la fonction de conseiller consulaire, poussé par la présidente de la section j'ai décidé de me lancer dans cette nouvelle aventure pour aider nos compatriotes au Liban et en Syrie.

J'ai été second de la liste UMP après Mme Fabienne Blineau-Abiramia, nous avons obtenu plus de 20% des votes face à 5 autres listes et avons donc obtenu 2 sièges.



*A la réception du 14 juillet 2015 les conseillers consulaires Jean-Louis Mainguy, Denise Revers-Haddad, Cecile Longé
Consule générale de France à Beyrouth, Charles Kanaan et Ghassan Ayoub (de gauche à droite)*

Quelle est votre vision du rôle de conseiller consulaire et AFE, et après plus d'un an d'expérience, comment améliorer leurs moyens d'action?

Le conseiller consulaire est un élu de proximité, c'est pourquoi nous sommes en permanence sur le terrain à la rencontre de la communauté française. Nous essayons par tous les moyens d'aider nos compatriotes dans divers domaines qui les préoccupent : social, éducation, emploi, etc. Chaque pays a ses propres spécificités mais les problématiques restent communes.

Dans un pays comme le Liban, la population subit les conséquences de la crise et certaines personnes peuvent se trouver dans des situations difficiles. Notre rôle en tant que conseiller consulaire est de tenter de trouver des solutions et d'obtenir des aides pour ces personnes.

Nous rencontrons malheureusement souvent des blocages au niveau de l'administration locale et des divers services concernés, l'aide souhaitée n'est pas toujours suffisante. Au Liban, nous avons notamment des problèmes concernant l'enveloppe des bourses scolaires, les aides aux personnes handicapées et les pensions pour les anciens combattants. Heureusement, l'association de bienfaisance française locale nous permet d'aider les personnes en situation les plus précaires. Nous comptons donc beaucoup sur nos généreux donateurs qui nous soutiennent dans notre action.

Notre mission est à la fois vaste et primordiale, c'est également un combat journalier pour aider nos concitoyens à alléger leurs problèmes de vie. Si nous sommes très attentifs aux situations personnelles, nous essayons de jouer un rôle dans le rayonnement de la France au Liban. Nous avons par exemple organisé un grand événement pour commémorer l'appel du 18 juin du Général de Gaulle avec l'association pour le développement de l'amitié franco-libanaise.

Les conseillers consulaires au Liban sont également les représentants pour les Français qui résident en Syrie mais en raison de la situation sur place nos moyens sont très limités. Ma collègue Fabienne Blineau-Abiramia est la seule conseillère consulaire à effectuer chaque mois le trajet entre Beyrouth et Damas pour rencontrer les Français qui sont restés malgré la guerre. Elle prend d'énormes risques pour leur apporter un soutien moral et essaye de résoudre leurs problèmes quotidiens. Le Lycée français Charles de Gaulle de Damas scolarise quelques centaines d'élèves et fonctionne tant bien que mal dans des conditions difficiles. Grâce à Fabienne Blineau-Abiramia, la liaison locale entre leur pays et la France est maintenue alors que l'Ambassade de Damas a été fermée en 2012.



Ghassan Ayoub et son épouse Nayla lors de la célébration des 75 ans de l'appel du 18 juin - Soirée organisée par l'ADALF (association pour le Développement de l'Amitié Libano - Française)

Quelles sont, selon vous, les principales problématiques rencontrées par les français de votre circonscription et comment les politiques pourraient-ils y répondre?

Les problématiques des Français au Liban sont principalement sociales. Il y a à peu près 24 000 Français au Liban dont beaucoup sont binationaux, et ils sont nombreux à se retrouver dans des situations très précaires. Pour illustrer mes propos, je peux donner l'exemple des anciens combattants dont la prime ne s'élève qu'à 150e par mois, ils n'ont pas de retraite et doivent vivre avec ce seul revenu. C'est extrêmement difficile surtout que le Liban est devenu un pays excessivement cher.

La question des bourses scolaires est aussi primordiale. Les frais de scolarité sont de 5000 à 10 000e par an ce qui représente une somme considérable pour les familles. De plus il faut ajouter à ces frais d'écolage les frais de transport et les fournitures scolaires dont les livres. Cette année, en tant que conseiller consulaire j'ai siégé à la commission des bourses, j'ai pu appuyer certains dossiers pour des familles qui en avaient vraiment besoin. Nous avons attribué 1000 bourses scolaires pour l'année 2015-2016.

Pouvez-vous nous parler d'un projet qui vous tient particulièrement à coeur pour les français de votre circonscription?

Le projet que je souhaite vraiment que l'on réalise est celui de créer un « pôle-emploi » pour le Moyen-Orient. C'est une idée chère à ma collègue Fabienne Blineau Abiramia dont elle est l'instigatrice. Travaillant en binôme, nous recevons énormément de sollicitations pour de l'emploi. Pour répondre à cette véritable demande, nous sommes en train d'essayer de créer un réseau en établissant des partenariats avec des sociétés présentes sur la zone et avec l'ESA (Ecole supérieure des Affaires) dont le conseil d'administration est composé de chefs d'entreprise.

Notre objectif est à terme de mettre à disposition des Français du Liban et du Moyen-Orient une bourse à l'emploi, et de faire se rencontrer les besoins des entreprises avec les compétences de candidats.

Pour finir, une petite anecdote sur la vue de français installés au Liban?

Il y a un très grand nombre de franco-libanais au Liban, dont toute une génération est particulièrement attachée aux valeurs du gaullisme. L'anecdote que je vais vous raconter le prouve : durant les élections présidentielles, plusieurs personnes âgées qui entraient dans les bureaux de vote se sont étonnées qu'il n'y ait pas de bulletins aux noms de Charles de Gaulle ou de Jacques Chirac... ils voulaient voter pour l'un d'entre eux !

On a du patiemment expliqué que Charles de Gaulle était décédé depuis longtemps et que Jacques Chirac n'était plus candidat...



Célébration du 14 juillet 2015 à Beyrouth



Ghassan Ayoub avec le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian à la résidence des pins à Beyrouth

